

10 ans après les émeutes de 2005, l'évolution du regard des Français sur les banlieues



Les événements du mois de janvier 2015 ont attiré l'attention de l'opinion sur les banlieues. Une attitude régulièrement renouvelée en fonction de l'actualité depuis les émeutes de 2005, séquence qui a marqué les Français par son ampleur nationale.

Avec Jérôme Sainte-Marie

Avec Antoine Jardin

Atlantico : Quelle a été l'ampleur de la crispation suscitée par les émeutes de 2005 dans les banlieues, comment s'est-elle traduite dans les sondages par exemple ?

Jérôme Sainte-Marie : Ce qui se passe à partir du 27 octobre 2005 et de la mort de jeunes électrocités dans un transformateur électrique de Clichy-sous-Bois est quelque chose qui peine à être nommé. De manière significative, dans le sondage que réalise en janvier 2006 l'institut CSA alors que le cycle d'affrontements et d'incendies volontaires s'est achevé, il est demandé aux Français s'ils pensent que « des événements semblables » peuvent se reproduire.

Que 86% répondent positivement est de moindre intérêt que l'incapacité du sondeur à nommer ce dont on parle, car cela pose effectivement problème. S'agit-il d'émeutes, comme on le dit parfois, mais alors comment rendre compte qu'il ne s'agit la plupart du temps pas de rassemblements ? Ou bien simplement de « violences », mais ceci rend-il compte de l'aspect protestataire, même peu formulé, que l'on perçoit ? Ou encore d'« affrontements », mais ce terme permet-il d'évoquer les milliers d'incendies, principalement de voitures, perpétrés la plupart du temps subrepticement par des groupes de jeunes parfois très réduits ? Une bonne part de la peur et du malaise que suscitent les « événements » de la fin 2005 – on pense bien sûr à l'usage durant des décennies de ce même terme pour qualifier ce que l'on appelle plus souvent aujourd'hui la guerre d'Algérie - tient à ce que l'on ne peut les désigner selon les termes disponibles, car on ne sait pas s'il s'agit de politique, de délinquance ou bien de quelque chose de radicalement nouveau. Cette interrogation demeure aujourd'hui.

[Sondage CSA pour Le Parisien - Janvier 2006](#)

□

Antoine Jardin : Les émeutes de 2005 ont pris une importance inédite en raison de l'ampleur spatiale du phénomène et de sa durée dans le temps. Alors que les précédentes vagues d'émeutes ne concernaient que certaines agglomérations, celle-ci a touché tout le territoire national. La baisse de la tolérance à l'égard des immigrés suite à ces émeutes a eu un impact jusqu'à l'élection présidentielle de 2007. Lorsque Nicolas Sarkozy a été élu président de la République, les attitudes d'ouverture culturelle étaient toujours en dessous

de leur niveau d'avant les émeutes

Comment le regard des Français sur les banlieues a-t-il évolué depuis les émeutes de 2005 ?

Jérôme Sainte-Marie : Tout d'abord ces événements ne sont pas inédits, sinon par leur ampleur. Depuis 1981 au moins, avec les affrontements médiatisés qui secouent le quartier des Minguettes à Vénissieux, il y a eu de nombreux épisodes violents, avec comme autre lieu symbolique ce qui se passe à Vaulx-en-Velin à plusieurs reprises, en 1992 notamment. L'approche qui prévaut originellement est celle de l'injustice sociale, avec ce que cela comporte de sympathie dans une bonne part de l'opinion. A ceci s'ajoute l'idée d'un racisme institutionnel dont serait victime les quartiers concernés, idée qui est notamment portée par la marche dite des Beurs en 1983. On reste encore en terrain connu, dans un lexique politique bien balisé.

La gauche s'indigne, la droite préfère parler de « droits mais aussi de devoirs », et tous jouent une partie codifiée où les uns diront mettre l'accent sur la prévention et les autres sur la répression. Cette rhétorique apparaît de plus en plus artificielle aux Français, et de ce point de vue 2005 constitue sans doute un point de bascule. Le problème est que les banlieues ne produisent pas de représentation politique spécifique, et que lorsque les élus locaux ont la parole, ils expriment un jugement sur les auteurs de trouble souvent très sévère. De ce fait, l'idée que se joue dans les quartiers populaires à forte composante immigrée une lutte entre ordre républicain et ordre mafieux et/ou communautaire, devient hégémonique, ce qui implique un volet sécuritaire mais bien entendu d'autres choses.

Rapport [Afev](#) - Février 2012

□

Cliquez sur les image pour les agrandir

Antoine Jardin : Il est difficile de répondre à cette question car on ne dispose pas de suffisamment de données précises sur la perception des banlieues et de leurs habitants. On peut estimer les variations à partir d'autres questions qui portent sur le rapport à l'islam et à l'immigration, mais cela introduit toujours une certaine distorsion. On peut remarquer que la question de la sécurité ne figure plus dans les priorités importantes des français qui s'inquiètent davantage des questions de chômage, de pouvoir d'achat, de logement et de santé. Depuis le début de la crise économique de 2008, les données de la CNCDH montrent que la tolérance baisse dans la société française.

Quels sont les maux des banlieues diagnostiqués par les Français ?

Jérôme Sainte-Marie : En fait, tout dépend comment l'on pose la question. Si la question est abordée en termes classiques, et bien la réponse sera très classique elle aussi, et l'on verra le chômage et la question du logement cités très largement, et la sécurité en deuxième ou troisième position. Ce genre de hiérarchie correspond bien à une approche technocratique, et au discours très logiquement par la puissance publique nationale ou locale. Il est difficile d'intégrer d'autres notions, relatives à l'immigration ou à la religion, car cela expose au risque de stigmatisation, et à des attaques menées avec une bonne foi variable. De plus, on peut penser que les « maux des banlieues » ne sont pas si spécifiques à des territoires donnés, et que cette vision spatiale, largement popularisée sous François Mitterrand par la bien mal nommée « politique de la ville », est réductrice et erronée. Enfin, des millions de personnes vivent peu ou prou en banlieue, dans des conditions extrêmement diverses.

Sondage Ifop pour [Atlantico](#) - juillet 2013

□

La proportion de sympathisants de gauche et de droite inquiets au sujet de la situation des banlieues est sensiblement la même (respectivement 33%, 33% et 31% pour le FN [voir ici](#)). Pour autant, entend-on par "amélioration de la situation des banlieues" les mêmes solutions ? Quelle est la diversité des positions de la part des Français à ce sujet ? A-t-on pu constater une évolution ?

Jérôme Sainte-Marie : Il y a une sensibilité commune, qui tient à ce que la situation dans les banlieues est considérée comme le marqueur de l'évolution de la crise que subit, dans toutes ses dimensions, la société française. C'est la zone de plus grande fragilité et de plus grande tension, ce qui revient à dire qu'il y a une forme de continuité entre les différents espaces qui forment le territoire national. Avec l'introduction du thème de l'immigration, parfois réduite artificiellement, et prudemment, dans les questionnaires à « l'immigration clandestine », il y a une évolution.

Sur ce point, la sensibilité des sympathisants UMP se rapproche davantage de celle du Front nationale que de celle de la gauche, en en faisant, et de manière croissante, un aspect prioritaire. Ceci s'observe encore plus lorsque l'on passe du diagnostic au souhait d'action publique. En effet, l'opinion considère que si l'emploi et le pouvoir d'achat sont des sujets majeurs, l'emprise du politique sur eux est très relative, tandis que dans un domaine comme l'immigration, les pouvoirs publics peuvent obtenir rapidement des effets sensibles.

Sondage Ifop pour [Atlantico](#) - Février 2015

□

On remarque qu'il n'y a pas nécessairement de corrélation entre l'augmentation de la délinquance et la

mauvaise perception des banlieues. Quelles sont les variables qui ont alors une incidence sur cette perception ? A quels événements dans l'actualité répond-elle vraiment ?

Jérôme Sainte-Marie : Encore une fois, la banlieue est une réalité très hétérogène, que l'on saurait réduire, et l'opinion ne le fait pas, à quelques quartiers où se concentreraient tous les maux sociaux, à commencer par les trafics et la délinquance. De plus, la délinquance a des formes multiples, comme le montre ces jours-ci l'exploitation médiatique du dossier de l'évasion fiscale. En outre, si l'on considère simplement les cambriolages ou les violences sur les personnes, ce sont des phénomènes qui atteignent les lieux les plus divers, comme le montre régulièrement le pillage des résidences secondaires.

Par ailleurs, l'évaluation de l'évolution de la délinquance par l'opinion publique est une question complexe où se mêlent, peut-être plus que pour d'autres sujets, expérience personnelle, prise de connaissance des chiffres officiels, et traitement médiatique. Prenons un exemple précis pour nous faire comprendre, celui des Roms. Sans rentrer dans ce dossier, traité sous l'angle de la délinquance, on voit bien qu'il ne renvoie pas particulièrement à la question de la banlieue.

Antoine Jardin : La perception des banlieues dans la population générale est sensible aux crises nationales. C'est seulement dans les moments de tensions que l'on s'intéresse véritablement à la situation des quartiers marginalisés. C'est davantage le fait que l'on parle d'événements particuliers en banlieues que l'évolution de la situation réelle des quartiers marginalisés qui compte pour les perceptions des Français. Le discours des responsables politiques joue également un rôle particulièrement important, selon qu'il cherche à inclure ou au contraire à mettre à distance les quartiers populaires. Par ailleurs, certaines thématiques locales sont traitées comme étant déconnectée de la situation générale du pays, par exemple lorsque l'on évoque la violence à Marseille.

Entre janvier 2010 et janvier 2015 et selon un [sondage Ifop \(voir ici\)](#), les préoccupations des Français qui ont le plus augmenté, après la séquence des attentats du mois de janvier ont été l'éducation (+10%) et l'amélioration de la situation dans les banlieues (+8%). Qu'est-ce que cela peut prédire sur le débat public à venir ?

Jérôme Sainte-Marie : Depuis quelques mois, et certains succès d'édition le montraient, avant donc les actes terroristes de janvier 2015, une approche civilisationnelle a pris une place grandissante dans les représentations des Français sur l'évolution de leur société. Ceci a été accéléré par l'effroi devant les attentats, et corroboré par les manifestations des 10 et 11 janvier. Sur des modes divers, les Français ont proclamé leur attachement à des règles sociales communes, sous le terme générique des « valeurs de la République », face à une menace qui aurait ceci de spécifique d'être à la fois extérieure et intérieure au corps social français.

Cette perception a transcendé les clivages politiques, et si le dosage des mesures à prendre varie, l'orientation est, sur ce point en particulier, largement semblable entre le Parti socialiste et l'UMP. Dès lors que l'on considère qu'il s'agit d'un combat idéologique, pour ne pas dire identitaire, centré sur la notion de laïcité, il est naturel que l'éducation soit plus souvent invoquée. Que ce soit aussi le cas de l'amélioration de la situation dans les banlieues est plus ambigu, puisque cela mêle, dans des proportions variables selon les sensibilités, une attention à réduire les tensions sociales avec une angoisse face aux phénomènes migratoires et à leurs conséquences culturelles.

Antoine Jardin : Les attentats du mois écoulé ont constitué un moment de très forte émotion, comme en a témoigné la mobilisation à l'occasion de la marche républicaine du 11 janvier. La question des banlieues est apparue lorsque s'est posé la question de la trajectoire des terroristes et des causes des attentats. Mais il faut bien souligner que l'on a procédé par association, en passant de la question du terrorisme islamique à celle des formes de l'islam à la thématique de la ségrégation urbaine et de laïcité. Cette connexion repose sur des généralisations très discutables. Reste que l'on porte aujourd'hui à nouveau le regard sur la situation des habitants de nombreux quartiers qui ont été particulièrement durement touchés par la crise économique et ont été marginalisés politiquement malgré une forte mobilisation lors des dernières élections présidentielles. Les attentes des banlieues sont immenses et demandent à être prises en compte au niveau national et non seulement comme des "problèmes à résoudre".